

*La tribune de MiF Expo- le salon du made in France*

## **Produire en France pour de meilleures...retraites !**

Le public raffole des séries télévisées. Il en redemande. Il est vrai que les scénaristes de *Game of Throne* ou du *Bureau des légendes* savent le tenir en haleine. On se demande en revanche si le président Macron va parvenir à captiver les Français avec la sixième saison -pardon !- la sixième réforme des retraites, un feuilleton qui a commencé en 1993 avec Edouard Balladur. Pourtant l'histoire ne manque pas de rebondissements : Alors que Jean-Paul Delevoye, est nommé haut-commissaire à la réforme des retraites en 2017, avec la mission de donner corps à la promesse de fondre les 42 régimes existant en un seul, dit « universel », voici que le gouvernement ouvre un second épisode, une concertation avec les centrales syndicales et le patronat, puis une troisième, une « consultation nationale », qui pourrait copier le « grand débat » post-gilets jaunes.

A ce stade, l'exécutif paraît souhaiter qu'on discute d'abord d'un choix qui le divise profondément: faut-il pour parvenir dès 2025 à l'équilibre financier du système de retraite, augmenter l'âge de départ à la retraite de 62 à 64 ans, ou la durée de cotisations, de 41,5 annuités à 43 ? Le Premier ministre penche pour la première solution, le président de la République pour la seconde. Merci du cadeau : ce débat est propre à opposer les Français entre eux, en particulier, les cadres (qui commencent à travailler tard), aux ouvriers (qui débutent bien plus tôt).

Mais comme il paraît que « rien n'est arbitré », qu'on pourra discuter de tout, les citoyens pourraient utilement poser la question : plutôt que de se chamailler sur la répartition du gâteau, regardons si l'on ne peut pas le faire grossir, et tout le monde en profiterait ?

Car cette question est la plus pertinente de toutes. Le système de retraites par répartition tire ses ressources (le gâteau) de deux paramètres : l'emploi (nombre de personnes au travail) et la productivité du travail (quantité de richesses produites par

chaque personne au travail). Le conseil d'orientation des retraites (COR), publie chaque année un rapport essayant de prédire ce que seront ces deux paramètres fondamentaux dans les cinquante années à venir, afin d'estimer si le système est soutenable. Dernière précision, le moteur le plus puissant ici est la productivité globale, loin devant l'emploi. Voici les vrais responsables de l'impasse financière de la protection sociale, soit 9 milliards d'euros de déficit envisagés pour 2025.

Le problème, c'est que non seulement le chômage est trop élevé (8,5% de la population active), ce qui réduit les cotisations, mais la croissance de la productivité fléchit. Et cela ne va pas s'arranger dans le futur. Le taux de chômage moyen attendu est à 7%. Et la productivité ne croîtrait que de 1 à 1,8% selon les scénarios du COR. Pas très réjouissant ! Voici ce qu'écrit le Conseil national de la productivité (onze « experts » placés auprès de Matignon) en avril 2019 :

*« Si le scénario de faibles gains de productivité venait à s'inscrire dans la durée, cela signifierait une stagnation du pouvoir d'achat pour le plus grand nombre et des difficultés à financer les dépenses sociales notamment dans un contexte de besoins croissants liés au vieillissement. Le corollaire serait un alourdissement de la fiscalité, ce qui en retour pourrait entamer le pouvoir d'achat et freiner encore la croissance de la productivité. Les marges pour investir dans la transition écologique et le capital humain se réduiraient, ce qui rendrait plus difficile la réponse aux principaux défis collectifs. »*

Or, il ne s'agit pas d'une fatalité: le chômage de masse, et la chute de la courbe de productivité sont les enfants de la désindustrialisation de la France entamée dans les années 1980, même si d'autres facteurs, comme l'insuffisance de formation, ont pu jouer un rôle. Ensuite, chaque crise économique, et son lot de fermetures d'usines, a accentué le mouvement. Ceux qui se réjouissaient de la tertiarisation de l'économie devraient regarder le triste bilan. En vingt ans, la part de l'industrie dans le PIB a été divisée par 2 (11% aujourd'hui). Or dans l'industrie, la productivité croît au rythme de 2,7%, contre 0,6% seulement dans les services principalement marchands et non marchands (chiffres Insee 2017/2016). On peut ajouter *l'effet Kisskool* : un poste industriel génère 2 à 3 postes supplémentaires dans l'économie, quand un poste de service se limite à 1. La désindustrialisation exceptionnelle de la France, qui n'a d'autre

équivalent en Europe qu'au Royaume-Uni, a donc ralenti et la création de richesses à partager et le nombre de postes à occuper.

Fabriquer davantage en France, réindustrialiser, retrouver le niveau de l'Allemagne (20% du PIB) peut donc représenter une des solutions de fond au problème des retraites, une autre étant certainement de relever le niveau de formation générale de la population. Encore faudrait-il ne pas se résigner à l'indifférence actuelle, au àquoibonisme qui règne dans l'Etat dès qu'il s'agit de politique industrielle. Un exemple ? Le 6 août, le quotidien Les Echos nous révélait que les deux constructeurs automobiles Renault et Peugeot avaient l'intention de réduire de 20% la production de leurs modèles en France en 2020, au profit d'usines à l'étranger. On n'a lu ni entendu aucune réaction du ministère de l'Economie, alors que l'Etat est actionnaire stratégique des deux entreprises... Il y a bien quelque chose à faire de ce côté. Un peu d'optimisme : en 2017 et 2018, la production industrielle a rebondi. Des postes ont été recréés. **Rien ne nous oblige donc à considérer que la voie du redressement serait plus utopique que de tenter à toutes forces d'allonger la durée de vie au travail, alors que le taux d'emploi des seniors en France entre 55 et 64 ans plafonne à 52%. Loin derrière la Suède, le modèle de réforme pour le gouvernement français, qui en emploie près de 80%. Mais c'est aussi un pays dont l'industrie représente toujours 24,5% du PIB. Quand on veut copier un modèle...**